

Burundi-Rapport HRW : « Nos enfants restent le ventre vide pour qu'on paye »

Human Rights Watch, 6 décembre 2019 Burundi : Les « contributions volontaires » pour les élections ouvrent la porte aux abus Les jeunes du parti au pouvoir devraient être contrôlés et justice devrait être rendue (Nairobi) « Les autorités locales et les membres de la ligue des jeunes trahissent redoutent le parti au pouvoir du Burundi ont extorqué des dons pour les prochaines élections de 2020, dans de nombreux cas par la menace ou la force, a déclaré Human Rights Watch dans un rapport publié aujourd'hui. Des membres de la ligue des jeunes, les Imbonerakure, ont bloqué les services publics de base pour des personnes ne pouvant présenter un reçu pour le paiement de la contribution.

Le rapport de 54 pages, intitulé « Nos enfants restent le ventre vide pour qu'on paye » : Abus liés aux élections de 2020 au Burundi » documente la campagne orchestrée par le parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), avec la ligue des jeunes du parti et les autorités locales pour recueillir des contributions « volontaires » auprès de la population. Human Rights Watch a constaté que des personnes ont été forcées de payer plusieurs fois ou de payer plus que le montant officiellement demandé, ou qu'elles n'ont pas obtenu de reçu, ce qui a aggravé la situation. « Les autorités locales et les membres des Imbonerakure exercent un niveau de contrôle terrifiant sur les déplacements et les activités de base de la population, comme l'achat de nourriture, la consultation d'un médecin ou l'accès à l'eau », a déclaré le directeur pour l'Afrique centrale Human Rights Watch. « La contribution aux élections a ouvert la porte à des abus incontrôlés. » Human Rights Watch s'est entretenu avec plus de 80 personnes, dont 65 victimes d'abus. Les victimes sont originaires de 13 des 18 provinces du pays. Une ordonnance du gouvernement datant de décembre 2017 a instauré la collecte de contributions de différentes manières, y compris des dons « volontaires », d'un montant de 2 000 francs burundais (1,08 USD) par foyer et de 1 000 francs burundais (0,54 USD) par étudiant en âge de voter, ainsi que le paiement direct sur les salaires des travailleurs du secteur public et des fonctionnaires. Mais les membres des Imbonerakure, qui n'ont pas de rôle officiel au sein du gouvernement ni dans la perception des impôts, ont recouru à la violence et à l'intimidation pour extorquer de l'argent aux Burundais. Ils ont dressé des barrages routiers pour contrôler les reçus et ont restreint l'accès aux marchés, aux écoles, aux pompes à eau et aux services administratifs pour ceux qui n'avaient pas payé la contribution, a constaté Human Rights Watch. Les victimes ont indiqué que les membres des Imbonerakure dans les centres de distribution de denrées alimentaires gérés par des groupes d'aide avaient frappé des personnes, les avaient empêchées de recevoir des aliments ou leur avaient pris de force de la nourriture. Un homme de 23 ans de la province de Cankuzo, qui a été contraint de fuir en laissant sa famille derrière lui, a dit : « Ils ont dressé des barrières partout afin que l'on ne puisse pas accéder à l'eau, aller au marché ou se déplacer sans le reçu... J'ai payé uniquement pour pouvoir vivre en sécurité. Pour aller au marché, je passais par trois barrages routiers. » Human Rights Watch a documenté des dizaines de cas en 2019 dans lesquels des membres des Imbonerakure, agissant parfois avec la police ou les autorités locales, ont été impliqués dans des meurtres, des disparitions, des arrestations arbitraires et des passages à tabac d'opposants politiques réels ou supposés. Depuis le début de l'année 2018, les membres des Imbonerakure, visiblement enhardis par leur rôle de collecteurs de contributions, ont aussi intimidé, menacé et frappé des personnes pour les forcer à donner de la nourriture, du bétail et de l'argent au CNDD-FDD au pouvoir et à participer à la construction de permanences locales pour le parti au pouvoir, d'après les recherches de Human Rights Watch. En octobre, quatre membres de la ligue des jeunes ont été reconnus coupables du meurtre d'un membre de l'opposition et condamnés à la réclusion perpétuelle. Cependant, les Imbonerakure, qui sont souvent décrits comme ayant plus de pouvoir que la police, ont globalement échappé à la justice et ont rarement été tenus pour responsables des actes commis. Le président Pierre Nkurunziza a annoncé l'arrêt des collectes en juillet 2019, affirmant que l'objectif avait quasiment été atteint, mais que ceux qui souhaitent continuer à contribuer peuvent le faire. Human Rights Watch a constaté que les contributions aux élections sont toujours collectées, quoiqu'une moindre échelle, alors que la ligue des jeunes et les autorités locales continuent de collecter d'autres « dons » pour le parti au pouvoir et pour d'autres projets locaux. Les contributions aux élections, les extorsions associées et les autres abus ont eu des répercussions importantes sur la vie de nombreux Burundais, alors que plus de 70 pour cent des 11 millions d'habitants du pays vivent sous le seuil de pauvreté, a expliqué Human Rights Watch. Les membres des Imbonerakure ont renforcé leur emprise sur de nombreux aspects de la vie des personnes, a noté Human Rights Watch. Le degré d'implication avec lequel un individu paie la contribution aux élections ou d'autres contributions assiste aux rassemblements du parti au pouvoir ou prend part à la construction de permanences du parti est devenu une mesure de l'allégeance au CNDD-FDD. Les autorités devraient s'assurer que tous les Burundais, y compris les plus vulnérables, aient accès à une aide humanitaire vitale et que l'accès aux services publics ne soit pas refusé sur la base d'allégeances politiques réelles ou supposées des personnes et de leurs contributions aux élections. Le gouvernement devrait traduire en justice les autorités locales, les policiers et les membres des Imbonerakure impliqués dans des violations des droits à la vie, à la sécurité, à l'alimentation, à la libre circulation, à la propriété et à l'absence de corruption politique, ainsi que du droit de ne pas faire l'objet de mauvais traitements. Les organismes régionaux devraient augmenter leur surveillance en s'assurant que les observateurs des droits humains de l'Union africaine soient entièrement déploés au Burundi et obtiennent un accès sans restriction au pays, a dit Human Rights Watch. « Avec la pression croissante et les exigences financières arbitraires et punitives imposées à la population, il existe un risque réel de voir les tensions politiques s'intensifier à l'approche des élections de mai 2020 », a conclu Lewis Mudge. « Les autorités burundaises devraient de toute urgence maîtriser les Imbonerakure, et mener des enquêtes et entamer des poursuites à l'encontre des membres des Imbonerakure et des administrateurs locaux en cas de preuves de leur implication dans les extorsions et les abus. » LIRE L'INTEGRALITÉ DU RAPPORT